





de la tribune de l'Oural Ekaterinbourg, qui réside aujourd'hui en Espagne avec sa famille, depuis qu'il a été contraint de s'expatrier à cause de la politique du gouvernement russe, selon lui. "Je suis loin de tout ça, maintenant. Et de ce que je sais, la plupart des gars que je fréquentais à l'époque sont contre la guerre. Mais je ne sais pas s'ils accepteront de se confier." Alexeï vise juste. Le 26 février dernier, contrairement à la Premier Liha ukrainienne, suspendue jusqu'à nouvel ordre, le championnat russe a repris ses droits au terme de sa traditionnelle longue trêve hivernale comme si de rien n'était. Sur les écrans géants des différents stades, aucune référence au conflit. Idem en tribunes. Aucun signe de propagande pro-russe, ni même de messages soutenant le voisin slave, à l'exception notable de ces quelques chants entonnés par une poignée de courageux ultras du Dynamo Moscou qui, lors d'un déplacement à Khimki, dans la banlieue de la capitale, ont scandé à plusieurs reprises le nom de leur désormais ex-entraîneur adjoint ukrainien, Andriy Voronin. "Il est impossible de lire des messages contre l'invasion au stade, tout simplement parce que c'est strictement interdit, rappelle gentiment Anatoly. Et puis, ce n'est pas comme si le club risquait une simple

petite amende financière pour ne pas avoir tenu ses supporters. Là, on parle de prison." L'ultra de Vladivostok sait de quoi il parle: début mars, le code pénal russe a été révisé, et depuis, quiconque ose propager des "informations mensongères" destinées à "discréditer" les forces armées encourt désormais jusqu'à quinze ans d'emprisonnement.

"Les groupes ultras ouvertement pro-Poutine, ca n'existe pas"

Les rares fanaty qui ont accepté de braver le spectre du goulag l'affirment en bloc: dans la culture ultra russe, on est prié de laisser les idéologies à la maison lorsqu'on vient au stade. Une bonne blague? Nikita*, un des leaders de la Fratria, le principal groupe ultra du Spartak Moscou, explique en tout cas très sérieusement que "toutes nos forces sont consacrées à soutenir notre club". À l'écouter, lui et ses copains se contenteraient donc d'aller au stade uniquement pour aller faire la claque comme le public d'une émission de télévision d'Arthur. "Supporter Poutine ou ne pas le supporter, cela regarde chaque citoyen, et les fans de foot n'ont pas à influer sur ce choix",

"Tous les fans avec un comportement radical ne viennent plus au stade depuis longtemps: soit ils sont muselés, soit ils ont quitté le pays, soit ils sont en taule" Grigori, ultra du Zénith

enfonce l'ultra du Spartak. Même réponse politiquement correcte à sept cents kilomètres de là, à Saint-Pétersbourg. "La position officielle de notre mouvement, c'est de laisser la politique hors des gradins", clame également Grigori*, un fidèle du Zénith. Ce dernier concède toutefois quelques exceptions. "La tribune ne fait aucune allusion aux événements politiques qui ont actuellement lieu dans le pays. En revanche, il est vrai que nos tifos peuvent parfois faire écho à l'histoire de la Russie, à travers des références à la Révolution de 1917, à la Grande Guerre patriotique (le nom donné en Russie à la Seconde Guerre mondiale, ndlr) ou au siège de Leningrad, mais nous ne mentionnons jamais ce qui est en lien avec l'actualité." Pourtant. le 19 mars dernier, à l'occasion de la réception de l'Arsenal Toula, un club situé à deux cents bornes au sud de Moscou, les supporters des Bleu ciel et Blanc ont brisé ce tabou en déployant un tifo sur lequel on pouvait lire ceci: "Le football n'est pas un lieu pour la politique.

Selon eux." Symboliquement, l'inscription était en anglais. Dans le viseur, la Fifa et l'UEFA, représentées sous la forme de banquiers grassouillets coiffés d'un chapeau serti des couleurs de l'arc-en-ciel. Il s'agissait là d'une manière de dénoncer l'exclusion de la Sbornaya et des clubs russes de toutes les compétitions internationales organisées par ces deux instances. Ou comment dégainer un message ouvertement politisé tout en prétendant ne iamais v toucher. Incohérent? Ekaterina Gloriozova, chercheuse à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) et spécialiste de la Russie, préfère parler d'ambiguïté. "Même si les supporters aiment mettre en avant les valeurs d'autonomie, même s'ils se présentent comme apolitiques, les autorités ont compris qu'il était nécessaire d'établir un contrôle sur eux." Comprendre ces liaisons troubles entre le pouvoir russe et les supporters implique de remonter au crépuscule du drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau:

dans les années 80, les ultras des clubs situés dans les républiques soviétiques, résolument anticommunistes, participent à leur manière à la déconstruction de l'URSS. Et en Russie? "Les premiers groupes de supporters organisés y apparaissent à la fin des années 70, début des années 80, dans un contexte de lassitude aénérale envers le régime et les idéaux soviétiques, détaille Gloriozova. Le supportérisme organisé s'inscrit dans un mouvement plus général d'apparition de subcultures jeunes contestataires." En ce sens, les supporters ne participent pas directement à la chute de l'empire siglé CCCP, mais s'inscrivent dans ces mouvements de protestation "par le bas", qui conduisent à des changements dans les pratiques et les représentations de la société russe. "Comme événement, on peut quand même évoquer la participation de ces milieux de contre-culture, dont les supporters, dans les manifestations lors de la tentative de putsch en août 1991", rappelle60 SOFOOT_ENQUÊTE



"Je suis surpris de constater que les ultras n'ont pas encore repris le délire de la lettre Z, car cette guerre est un formidable moyen de jouer la carte nationaliste" vassily, ex-ultra du Spartak

t-elle. Dix ans plus tard, d'autres ultras sont devenus proches des mouvances néonazies en vogue à l'époque, surtout à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Vladimir Poutine, lors de sa première élection, en 2000, se jure de mettre de l'ordre là-dedans, et passe notamment un pacte avec les hooligans, en leur proposant de les laisser continuer leurs activités, mais de manière organisée, et sans se montrer contestataires à son égard. À la même période, la révolution des roses, en Géorgie (2003), et la révolution orange, en Ukraine (2004), secouent rudement les régimes en place dans ces pays frontaliers du géant russe. "Le pouvoir craignait alors très fortement la propagation du sentiment révolutionnaire et s'est mis à surveiller avec vigueur les supporters", poursuit Gloriozova. Pour éviter tout risque de dissidence, le pouvoir a donc fait comprendre à ces groupes qu'ils avaient un réel intérêt à rester dans le droit chemin. "Les autorités leur garantissent un certain nombre de rétributions: un soutien financier, une assistance en cas de soucis avec la police, la mise à disposition de salles d'entraînement pour que les hooligans puissent pratiquer des sports de combat...", énumère la chercheuse, en précisant que le

Kremlin n'hésite pas à recourir à ces forces vives en mal de castagne "pour disperser des manifestations ou attaquer des opposants politiques". Dit autrement, et contrairement à ce qu'ils ont tendance à débiter sans sourciller, certains ultras russes seraient donc instrumentalisés par les autorités. À l'aune de la situation actuelle, cela expliquerait pourquoi les tribunes concentrent leur colère sur les instances dirigeantes du football, tout en évitant sciemment d'évoquer la récente invasion de l'Ukraine. "Les groupes ultras ouvertement pro-Poutine, au sens collectif, ça *n'existe pas*, jure pourtant Anatoly depuis Vladivostok, avant de s'autoriser un pas de côté. Si vous voyez des banderoles ou des tags en soutien aux forces armées engagées sur le sol ukrainien, il est fort probable que ce soit l'œuvre de gens payés individuellement par le gouvernement. Ça fait partie de la propagande."

Vladimir cauchemar

Résumer les habitués des virages à des agents dormants du pouvoir est malgré tout un raccourci un peu trop facile, car il y a de l'eau dans le gaz entre les deux parties. Une première grosse fissure apparaît en 2014, année de l'annexion de la Crimée et du coup d'envoi de la guerre dans les régions séparatistes du Donbass. Ces événements provoquent de sérieux remous au sein de la mouvance ultra, certes très patriote, mais aussi très divisée sur la question ukrainienne. "Avant, il existait une fracture entre nationalistes et antifas. Depuis, elle s'est déplacée dans l'ensemble de la société, et oppose les pro et les anti-Poutine, j'assimile cette lutte à une simili-auerre civile aue seule la fin de l'ère Poutine pourra endiguer", illustre Anatoly, à travers l'exemple de deux de ses camarades de tribune, copains comme cochons depuis les bancs de l'école primaire et qui, en 2014, ont tous deux fini par rejoindre le Donbass: l'un avec les séparatistes pro-russes, l'autre avec les loyalistes ukrainiens. Les divers groupes ultras de RPL rassembleraient donc des gens aux opinions diverses vis-àvis de Poutine et de sa politique, disons, plus rigide que libertaire. Ekaterina Gloriozova note par exemple que début 2014 a marqué l'apparition de slogans de soutien aux ultras ukrainiens ayant participé à la révolution

se sont répandus des messages allant dans le sens contraire, comme 'La Crimée est à nous'. On a aussi vu s'agiter des drapeaux utilisés par les séparatistes pro-russes du Donbass (là où les pro-Maïdan sont minoritaires)." Grigori, le fan du Zénith, balaie le propos de l'universitaire: s'il reconnaît que pendant le Maïdan, il a bien vu quelques banderoles "Gloire à l'Ukraine!" fleurir dans les travées, elles étaient selon lui le fruit d'initiatives individuelles et non de groupes de supporters fédérés. "Chacun peut avoir un regard plus ou moins hostile sur Poutine. Mais il y a une constante chez les ultras russes, observe Vassily*, un ancien du virage spartakiste, aujourd'hui exilé en Europe centrale. Ils sont de tendance nationaliste conservatrice. Vous risquez peu de les voir lors de manifestations contre le régime, car celles-ci sont généralement organisées par des libéraux, ce aui va à l'encontre de leur identité politique." Anatoly coche par exemple toutes les cases décrites par son homologue moscovite. L'ultra du Loutch Vladivostok considère ainsi Poutine comme "un tsar" qu'il faut "renverser". Mais pas particulièrement parce qu'il rêve d'une Russie plus progressiste. "Simplement parce qu'il donne plus de droits aux Tchétchènes qu'aux Russes ethniques. À partir de là, c'est impossible de le croire quand il se revendique nationaliste." Argument récurrent dans la rhétorique de l'extrême droite russe, le traitement de faveur prétendument accordé aux peuples du Caucase au détriment de la Russie "ethnique" cristallise les tensions. Et fait remonter à la surface un fait divers important dans l'histoire récente du supportérisme local. Le 6 décembre 2010. Egor Sviridov, ultra du Spartak Moscou, trouve la mort à l'issue d'une violente bagarre. Le suspect arrêté par les forces de l'ordre est un individu originaire de Kabardino-Balkarie, une république autonome située dans la région du Caucase. Cinq jours plus tard, environ cinq mille personnes se rassemblent sur la place du Manège, à proximité de la place Rouge et du Kremlin. Il y a là des fidèles des "cinq grands" de Moscou (Spartak, CSKA, Dynamo, Lokomotiv et Torpedo), ainsi que des membres de mouvements nationalistes. Leur objectif: taper sur toute personne ayant les traits physiques d'un Kabarde. Les forces anti-émeutes interviennent, les affrontements sont violents, et les images du désordre causé ne plaisent évidemment pas du tout aux autorités. Dans la foulée, les différents groupes d'ultras démentent formellement avoir appelé leurs adhérents à se rassembler pour participer à cette expédition punitive. Il n'empêche, le pouvoir vient une nouvelle fois de prendre conscience de leur potentiel de nuisance en cas d'union derrière un objectif commun. La deuxième fois que cela s'est produit, c'était en juin 2016 à Marseille, à la veille du match de poules de l'Euro entre la Sbornaya et l'Angleterre, lorsque les supporters russes torses nus avaient mis le Vieux-Port sens dessus dessous en distribuant du coup de poing au hasard. Si le Kremlin n'est guère à mettre en cause sur ce coup, les images lui ont permis

du Maïdan (révolution pro-européenne, ayant abouti à la destitution du président Viktor Ianoukovytch). "Et au lendemain de l'annexion,



de réaliser que le système de contrôle par la rétribution ne suffisait plus. Il est désormais nécessaire de couper les têtes qui dépassent, afin de mettre tout le monde au pas, à deux ans d'un mondial organisé à la maison, où, cette fois, il ne faudra pas se couvrir de ridicule à la face du monde en revivant des scènes de chaos similaires. Le gouvernement entreprend alors de nettoyer avec ardeur ses écuries d'Augias. "Tous les fans avec un comportement radical ne viennent plus au stade depuis longtemps: soit ils sont muselés, soit ils ont quitté le pays, soit ils sont en taule", abonde Grigori, l'ultra du Zénith. Il faut dire que le régime n'a pas stoppé son entreprise de purge des gradins au lendemain de la remise de la coupe dans les mains de Hugo Lloris. Récemment, il a même prouvé qu'il comptait pousser le curseur de la répression encore un peu plus loin. "Cette nouvelle vague est arrivée en 2020 avec les émeutes en Biélorussie, embraye le Spartakiste Vassily. Comme par le passé, les autorités ont eu peur que le virus de la révolte, qui descend souvent des tribunes, vienne contaminer la Russie. Et pour éviter cela, ils ont commencé à multiplier les contrôles dans les stades, voire à fabriquer des preuves. Ce fut le point de départ du projet de Fan ID généralisée."

Niet plus ultras

La voilà, la nouvelle Némésis des ultras russes. Utilisé pendant le mondial 2018 pour faciliter les déplacements et l'accès au stade des visiteurs étrangers, ce passeport du supporter est loin d'avoir été rangé dans des cartons, puisqu'il sera bientôt obligatoire pour assister aux rencontres du championnat local. Concrètement, les supporters devront communiquer des informations personnelles. que les autorités promettent d'utiliser afin de renforcer la sécurité à l'intérieur des enceintes. Comment? En refusant l'accès à ceux qui ont un casier judiciaire ou qui auraient "l'intention de commettre des actes illégaux", comme l'a présenté la Douma, après le vote approuvant l'introduction de cette Fan ID à partir du 1^{er} juin 2022. Cette loi rentre à sa façon dans le cadre du durcissement de la politique sur

les espaces de liberté, pour annihiler toute possibilité de contestation. Mais ce que les parlementaires russes n'avaient pas forcément prévu, c'est que leur outil de contrôle a provoqué une nouvelle union sacrée chez les ultras de tout le pays. "Nous sommes unanimement contre la Fan ID", assure Nikita, du Spartak, alors que le Zénithien Grigori estime qu'à partir du moment où ces passeports seront en vigueur, "plus personne n'ira au stade". Ils pointent en chœur une absence de clarté sur les critères sur lesquels les instances russes se baseront pour les bannir ou non. "Moi, je n'ai jamais rien fait de grave, mais de par mon attitude en tribune, c'est sûr que je serai interdit de stade", prophétise Anatoly. Bien qu'elle ne soit pas liée au début du conflit ukrainien, la promulgation de la Fan ID a donc conduit les supporters à se lancer dans leur propre guerre. Fin janvier, la Fratria annonçait son intention de boycotter tous les matchs de son club jusqu'à ce que le projet soit abandonné. D'ordinaire bouillant, le derby de Moscou entre le Spartak et le CSKA s'est donc disputé devant des travées peu garnies et dans une ambiance morose. Les ultras du club de l'armée ont d'ailleurs rejoint le mouvement, au même titre que ceux du Zénith Saint-Pétersbourg et du FC Rostov. Resté proche de son Spartak et fin connaisseur du paysage ultra russe malgré son "passage à l'Ouest", Vassily se félicite de ces mobilisations qui marquent une certaine distance vis-à-vis du pouvoir... Avant d'étendre son raisonnement à l'attitude des supporters par rapport à l'invasion de l'Ours en Ukraine: "Je suis surpris de constater que les ultras n'ont pas encore repris le délire de la lettre Z (lettre qui "customise" les chars de Poutine en Ukraine, également utilisée pour soutenir les forces armées russes), car cette querre est un formidable moyen de jouer la carte nationaliste. Quelque part, c'est une grande victoire pour le mouvement ultra, car cela prouve son indépendance." • Tous propos recueillis par RB et JD. *Les prénoms ont été changés à la demande des intéressés.

Lire: Le Football en Russie, anatomie d'une passion politique, d'Ekaterina Gloriozova, aux éditions de l'Université de Bruxelles.